



Communiqué

SUD éducation 13 – 29 Boulevard Longchamp 13001 – Marseille

mail - sudeduc13@sudeducation.org

Tél - 07 82 67 77 75   **@sudeducation13**

Nos vies valent plus que leurs profits

Lors de son allocution présidentielle lundi 13 avril, Emmanuel Macron a fait des annonces importantes et inquiétantes concernant l'Education Nationale et la réouverture des établissements scolaires. A en croire le président, ces derniers devraient réouvrir le 11 mai prochain, c'est-à-dire seulement une semaine après les pronostics déjà surprenants du ministre de l'Education Nationale.

Face à la rapidité et à la dangerosité de l'épidémie, cette décision présidentielle est, pour SUD éducation 13, préoccupante et nous appelle à la plus grande des vigilances.

Difficile en effet de faire confiance à un gouvernement et à un ministère qui ont multiplié les couacs médiatiques et les injonctions contradictoires depuis plus d'un mois. La crise sanitaire que nous traversons et ses conséquences inédites ont largement révélé l'état d'impréparation dans lequel nous nous trouvons. En effet, quelques jours avant le début du confinement, Emmanuel Macron se rendant au théâtre encourageait les FrançaisES à ne pas vivre dans la crainte. Quelques heures avant la fermeture des établissements scolaires, c'était la porte-parole du gouvernement et le ministre de l'éducation lui-même qui annonçaient qu'un tel scénario n'avait jamais été envisagé. Aujourd'hui, ce qui était présenté comme une " grippette " paralyse la planète entière.

Alors que l'Italie ou le Royaume-Uni ont annoncé la réouverture des établissements scolaires pour le mois de septembre 2020, comment peut-on penser qu'en France cela sera possible dans un peu moins d'un mois ? La France est un des pays les plus touchés d'Europe par l'épidémie, et le nombre de morts, en à peine quelques semaines, est déjà supérieur à bien des prévisions. Ce n'est pas un hasard si, dans la plupart des pays, les mesures de protection de la population ont commencé par la fermeture des écoles. Les établissements scolaires ont visiblement joué le rôle de plateforme de circulation

de la maladie, contaminant personnels mais aussi parents. Avec près d'un quart de la population française concernée plus ou moins directement par l'Education Nationale, la réouverture des établissements scolaires risque de provoquer une seconde vague d'épidémie qui pourrait être catastrophique.

Alors pourquoi tant de précipitation alors que rien ne semble prêt ? Faut-il croire comme le dit le président Macron lui-même qu'il agit pour mettre fin aux inégalités scolaires et sociales renforcées par la crise ? Faut-il croire celui qui détruit la protection sociale et le code du travail, officialise la sélection sociale au sein de l'éducation nationale, prive les établissements d'éducation prioritaire des moyens dont ils ont besoin ? La réponse est dans la question, ce gouvernement n'a cure des inégalités, de la situation des plus pauvres et des plus fragiles dans notre pays. Ce qui l'intéresse c'est de répondre aux demandes pressantes du MEDEF qui exige un redémarrage de l'économie depuis plusieurs jours déjà. Ce qui intéresse ce gouvernement, c'est le profit, et c'est à peu près tout. Nous ne sommes pas dupes, si le gouvernement décide de réouvrir les écoles c'est simplement pour remettre la France au travail, pas pour le bien commun.

Ceci étant dit les arguments de la communication du ministère parviennent à toucher la corde sensible. Avec un grand cynisme, il place les personnels de l'Education dans une situation très difficile en leur demandant de choisir entre, d'un côté, veiller à leur santé et à celle de leurs proches et, de l'autre, venir en aide aux élèves les plus fragiles. Pour les personnels que nous sommes, attachés aux missions du service public, aux principes d'égalité, à la réussite de toutes et tous nos élèves, le choix est cornélien, la situation culpabilisante.

Nous rappelons que ce ministère peut se rendre utile autrement qu'en exposant la vie et la santé de ses agents, s'il veut agir pour l'égalité sociale et la protection des enfants : il peut agir durablement. Il pourrait commencer par mettre un terme à sa politique et revenir sur ses principales réformes. Il pourrait assurer le versement de fonds sociaux massifs alors qu'une nouvelle baisse considérable est prévue pour la rentrée prochaine. Il pourrait mettre en place une réelle médecine du travail, et doter l'Education Nationale d'une médecine scolaire à la hauteur et d'une véritable politique d'assistance sociale.

En annonçant une date de réouverture étonnamment précise mais dans des conditions de reprise extrêmement floues, le ministère fait les choses dans le désordre. Comment croire que ce ministère, après des années d'indigence en matière de politique sanitaire et sociale, puisse redresser la barre en quelques semaines ? Car aujourd'hui rien ne semble être prêt. Personne n'est doté de boule de cristal

permettant de prédire l'avenir, mais l'évolution de l'épidémie reste très préoccupante. Avant d'envisager la reprise, Jean-Michel Blanquer et le gouvernement doivent d'abord apporter des réponses simples aux personnels et à la population :

- Le ministère est-il capable d'assurer la sécurité et la santé des personnels, des enfants et de leurs familles ?**
- Le ministère pourra-t-il mettre à la disposition des personnels les moyens de protections les plus basiques (masques, gel hydro-alcooliques, savon...) ?**
- Le ministère sera-t-il capable d'organiser une veille sanitaire en dépistant massivement les personnels et les enfants pour la protection du plus grand nombre ?**
- Le ministère est-il capable d'assurer le suivi psychologique et sanitaire des enfants et des personnels face à l'anxiété générée par la situation que nous vivons ? Est-il capable de garantir des moyens sociaux suffisants pour que la protection sociale de nos élèves soit effective et durable ?**
- Peut-il garantir que la reprise du travail se fera sur la base du volontariat ?**
- Est-il capable de mettre en place les mesures d'équité qu'il dit prévaloir à sa démarche ?**

Nous le rappelons ici, nos préoccupations vont au bien-être et à la santé des personnels et des enfants mais aussi de ceux de toute la population. Or le gouvernement semble donc ici jouer la carte du " moindre mal ", estimant que le risque serait acceptable si les conséquences n'étaient finalement que quelques vies sacrifiées. Mais ces vies ce sont les nôtres, nous ne sommes pas des chiffres, des statistiques, des croix à cocher dans un tableau. L'épidémie touche des collègues, des proches, des membres de notre famille, des amiEs, qui parfois disparaissent. C'est inacceptable.

Parce que ce sont nos vies qui sont en jeu et que nos vies valent plus que leurs profits, quelle que soit la date annoncée, si le ministère n'est pas capable de répondre à ces questions, si les conditions de sécurité sanitaire et d'équité ne sont pas réunies, il peut être certain que SUD éducation 13 appellera sans hésitation les personnels de l'Education Nationale à faire usage massivement de leur droit de retrait.

Marseille, le 17 avril 2020